

# L'agenda Palestinien made in GrenobLe.

Du 6 mars au 6 avril : mois de mobilisation national pour la libération de Georges Abdallah. Alors que sa 10e demande de libération conditionnelle est en cours d'examen, il nous faut continuer à maintenir la pression et à accentuer toujours plus le rapport de force en faveur de sa libération. Plusieurs événements seront aussi organisés à GrenobLe :

- **1er avril** : retrouvez le collectif Libérez Georges Abdallah sur la place Félix Poulat à 17h pour une session de tractage.
- **5 avril** : départ collectif de GrenobLe pour la prison de Lanmemezhan

Du 5 au 6 avril : participation du comité - Urgence Palestine à la mobilisation grenobLeoise contre la multinationale SIMicro "De l'eau, pas des puces", au programme notamment :

- **Le 5 avril de 14h - 16h**, Salle Rouge (15 rue des Arts et Métiers à GrenobLe) - GrenobLe et l'industrie de l'armement :

Comment débusquer les liens entre les activités militaires et les laboratoires civils ? L'ONG Observatoire des Armements propose depuis l'an dernier des formations d'enquêteurs-trices à l'échelle locale et sera présente pour nous en parler, puis l'antenne grenobLeoise du réseau de surveillance des entreprises de l'armement restituera ses travaux. Le Collectif Régional Anti-Armement et Militarisme du Rhône et de la Loire présenteront ensuite leurs activités.

- **Le 5 avril de 16h30-18h**, Salle Rouge (15 rue des Arts et Métiers à GrenobLe) - détricotage des liens entre ST et le CEA : dans le livre Des treillis dans les labos, l'auteur Lamarché du Groupe Crothnitect se livre à une enquête sur les liens entre les entreprises comme ST, Saitec et Lynred, le Commissariat à l'Énergie Atomique et le secteur de la Défense.

- **Le samedi 6 avril - Cortège pour la Palestine pour dénoncer la complicité de l'entreprise SIMicro dans la colonisation de la Palestine.** Rendez-vous À MIDI AU PARC PAUL MISTRAL pour un rassemblement avec plusieurs centaines militantes puis départ à 14h pour la manifestation à travers GrenobLe jusqu'à la Presqu'île scientifique.

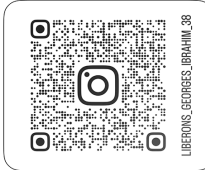
Où nous retrouver?



GRENOBLE\_PALESTINE



UNIV.E.SPOURLAPELESTINE



LIBERONS\_GEORGES\_IBRAHIM\_28



RUMGAZA\_GRENOBLE

Le festival « Palestine En Vue » 2024, 8e édition du festival du film palestinien en région Auvergne Rhône-Alpes se déroulera du mardi 2 avril mercredi 10 avril (et même parfois au delà...)

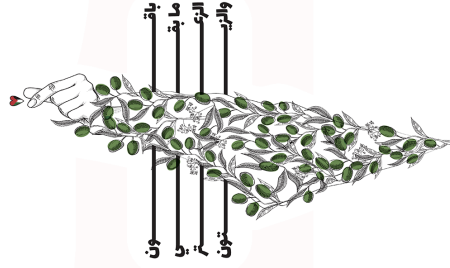
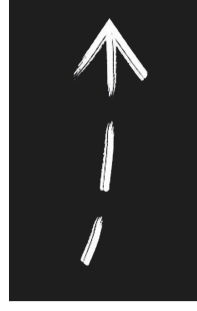
- Jeudi 28/03/24 - 20h Eybens l'autre rive l'Apoïlon de Gaza de Nicolas Wauvinnoff
- Jeudi 04/04/24 à 20h00 Saint Egrève La Vence Scène (Ciné- rencontre) - Bye Bye Tiberiade de Lina Soualem
- Mardi 09/04/24 à 20h Saint Martin D'Hères Mon ciné A House in Jerusalem (Une maison à Jérusalem) de Muayyad Alayan
- Mercredi 10 avril à 20h30 Lans-en-Vercors Cinéma Le Cairn Bye Bye Tiberiade de Lina Soualem
- Jeudi 11/04/24 à Bourgoin Kinopolis Yallah Gaza de Roland Nurfar.

- 17 avril : Journée de solidarité avec les prisonnières

## Jumelage de GrenobLe avec Rehovot : Demandons à Eric Piolle de mettre un terme au jumelage de la honte !

Résumé de la pétition : A plusieurs reprises récemment, Éric Piolle a réaffirmé son soutien au jumelage entre GrenobLe et Rehovot, ville faisant partie de l'état colonial d'Israël. Nous, résidents.es et citoyens.nes de la ville de GrenobLe, refusons d'être complices de ce génocide. Nous refusons le colonialisme et les crimes contre l'humanité qui en sont indissociables. Nous rappelons qu'il s'agit d'un opprimé et d'un oppresseur, d'un colonisé et d'un colonisateur. Nous demandons donc à Éric Piolle, aux élu.es de la ville de GrenobLe et aux partis politiques de la majorité municipale de faire preuve de cohérence et de mettre un terme définitif à ce jumelage.

Stop au Jumelage GrenobLe-Rehovot, signons la pétition :



Yom Al Ard First Poster 1976

# PALESTINE VIVRA ET VAINGRA N°4

فلسطين ستنتصر

LES NEWS DU COMITE PALESTINE

Le 30 mars, Journée de la Terre, une histoire de lutte et de résilience.



يوم الأرض  
فلسطين ستنتصر  
1976



## Situations humanitaire à Gaza :

### Israël mène une guerre contre l'humanité des palestiniens

La situation humanitaire en Palestine est toujours très alarmante :

- Les frappes aériennes continuent, y compris dans le sud, à Rafiah où vivent 1,2 million de personnes dans des abris de fortune.

- Bien qu'une famine imminente s'annonce, les opérations d'aide humanitaire dans le nord de la bande sont toujours entravées par l'armée israélienne malgré les demandes quotidiennes d'accès de l'UNRWA. Au cours des 23 premiers jours de mars, une moyenne de 157 camions d'aide par jour a pénétré dans la bande de Gaza. Ce chiffre reste bien en deçà de l'objectif de 500 camions par jour. Selon l'UNRWA : « la sécurité de la gestion des points de passage a été gravement affectée par la mort de plusieurs policiers palestiniens lors de frappes aériennes près des points de passage au début du mois de février »

- Selon le dernier rapport du Cadre intégré de classification de sécurité alimentaire dans la bande de Gaza, la famine devrait survenir d'ici mai dans les deux gouvernorats du nord de Gaza, qui abritent environ 300 000 personnes. La population n'a reçu aucune aide depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Résultat, les taux de malnutrition aiguë sévère ont bondi de 6,8 % en janvier à 16,5 % en février chez les enfants de moins de 5 ans.

- En Cisjordanie, du 7 octobre au 20 mars 2024, il y a eu 422 personnes tuées (dont 108 mineurs), dont 9 par des colons et 3 par des soldats-colons. 7 725 Palestiniens ont été arrêtés, 9 100 détenus et prisonniers, 300 maisons ont été démolies, 1 640 Palestiniens déplacés. La moyenne mensuelle des raids de l'armée est de 670, soit près du double de ce qu'elle était avant le 7 octobre (304 par mois)...

*Sources :*  
- Site de l'ONU - Alors que la famine est imminente à Gaza, le chef de l'ONU appelle à œuvrer pour une paix durable, publiée le 25 mars 2024.

- Site de l'Agence Media Palestine - Affrontements, morts, démolitions, attaques de colons : point sur la situation du 1er au 18 mars 2024 en Cisjordanie occupée, publié le 27 mars.

## Extrait de la tribune d'Urgence Palestine: Les soutiens d'un État génocidaire n'ont pas leur place dans nos luttes féministes !

Depuis le 8 mars, la presse et le gouvernement accusent le mouvement féministe et les militant-es pro-Palestine à Paris et à Bordeaux d'antisémitisme pour avoir refusé la présence du collectif pro-Israël « Nous Vivrons » dans la manifestation annuelle pour les droits des femmes. Nous écrivons ce texte pour réaffirmer notre refus d'une instrumentalisation du féminisme pour laver les crimes d'un État colonial. Nous le disons, une fois de plus : soutenir le génocide en cours à Gaza n'a rien de féministe.

Non, la présence du collectif « Nous vivrons » n'a pas posé problème parce que ce serait un collectif composé de femmes juives. [...] Depuis le 7 octobre, ce collectif sioniste est à l'origine de provocations contre les associations et organisations politiques de gauche, de menaces, d'insultes et de calomnies à l'égard des militant-es pro-Palestine. Mêmes méthodes à la manifestation du 8 mars : un service d'ordre exclusivement masculin portant des masques et des gants coqués à menacé, insulté et agressé des femmes à la manifestation du 8 mars. Plusieurs personnes ont fini aux urgences. C'est cette intrusion choquante et violente digne des méthodes d'extrême-droite qui aurait dû faire les titres de la presse nationale. Mais la gravité de cette attaque est éclipsée par un récit mensonger, servant de prétexte pour les offensives contre le militantisme en faveur de la Palestine, dans un contexte politique où l'État tente d'assimiler les positions antisionistes à de l'antisémitisme.

L'... Le féminisme est une lutte pour l'émancipation de toutes les femmes, mais c'est aussi un combat acharné contre toute forme d'oppression. Ces dernières années des États et des forces réactionnaires tentent de couvrir leurs projets politiques racistes et islamophobes d'un vernis féministe, tout en faisant la chasse aux « wokistes » et aux « intersectionnels », c'est à dire à la nouvelle génération des jeunes féministes antiracistes. Accepter la récupération du féminisme par des forces réactionnaires c'est trahir et liquider son héritage politique. Alors que des centaines de milliers de femmes manifestent dans le monde entier pour la Palestine, alors que des personnes LGBT lèvent le drapeau palestinien aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Maroc, en Argentine et en France, nous réaffirmons que oui, la libération de la Palestine est une cause féministe.

## Extrait du journal de bord de Gaza : « Ce qui rend les Israéliens furieux, c'est que le Hamas est toujours là »

Rami Abou Jamous écrit son journal pour Orient XXI. Ce fondateur de GazaPress, un bureau qui fournissait aide et traduction aux journalistes occidentaux, a dû quitter son appartement de la ville de Gaza avec sa femme et son fils Walid, deux ans et demi. Il partage maintenant un appartement de deux chambres avec une autre famille. Il raconte son quotidien et celui des Gazaouis de Rafah, coincés dans cette enclave miséreuse et surpeuplée. Cet espace lui est dédié.

Jeudi 23 mars 2024.

Trois dirigeants du Hamas ont été tués par l'armée israélienne ces derniers jours. Un à Gaza-ville, un à Nussirat et le troisième au nord de la bande de Gaza. Tous trois étaient responsables de la coordination pour sécuriser l'aide humanitaire qui passe via les camions, depuis la frontière égyptienne à Rafah, jusqu'au nord de la bande de Gaza en passant par Gaza ville.

La date de leur assassinat ne doit rien au hasard. Il y a environ cinq jours, deux convois ont effectivement réussi à atteindre la ville de Gaza et le nord de la bande de Gaza. Ils ont livré leur cargaison de farine aux entrepôts de l'UNRWA à Jabaliya. Des convois humanitaires venus d'Égypte n'ont pas été attaqués.

Pourquoi cela s'est bien passé ? Parce que le Hamas avait déployé ses hommes tout au long du parcours, sur la rue Salaheddine, la plupart armés de bâtons. Apparemment, l'organisation avait publié un communiqué disant qu'il ne fallait pas se trouver dans ces endroits-là, et ne pas tenter d'arrêter les camions, surtout sur ce qu'on appelle le rond-point du Koweït, là où des camions d'aide humanitaire ont été attaqués et où l'armée israélienne a tiré sur les gens. Ces gardes - pour la plupart des jeunes - déployés n'étaient pas des policiers, mais des militants du Hamas. Deux convois se sont donc succédé sans encombre pendant deux jours. Le troisième jour, les Israéliens les ont bombardés.

Source : Orient XXI les chroniques du journaliste palestinien Rami Abou Jamous





## Georges Abdallah, tes camarades seront là !

La Palestine, son combat de toute une vie !  
Il y a dans les prisons françaises depuis près de 40 ans un résistant à l'impérialisme, au sionisme, à la colonisation. Près de 40 ans sans jamais renier son engagement pour une Palestine libre.  
Il s'appelle Georges Abdallah.  
Et il est de nos luttes, et nous sommes de son combat.  
Un combat qu'il poursuit inlassablement, courageusement, par des déclarations politiques de soutien, par des grèves de la faim solidaires et par une résistance quotidienne à l'enfermement, alors qu'il est libérable depuis 1999.  
L'identité politique de Georges Abdallah reste inchangée : celle d'un révolutionnaire communiste internationaliste.  
Georges Abdallah est en prison pour le combat politique qui a été le sien, pour ses positions et ses idéaux qu'il n'a eu de cesse de proclamer et de ne jamais renier.  
C'est pour ses idées d'émancipation que Georges Abdallah s'est engagé dans la lutte. C'est pour ses idées et sa résistance qu'il est encore détenu aujourd'hui.  
C'est pour ses idées et son combat révolutionnaire que nous le soutenons et que nous exigeons sa libération ! Pour la victoire ou la victoire !  
La Palestine vit, vivra et vaincra ! Libérez Georges Abdallah !

La manifestation d'octobre, qui nous réunit tous les ans, a été "empêchée" en 2023 de se dérouler dans les conditions pourtant préparées de longue date par des militants de France et d'ailleurs.

Cette année, alors que Georges Abdallah aura passé le 2 avril son 72e anniversaire en prison, alors qu'une 10e demande de libération expulsion a été posée le 8 juin dernier, alors qu'il est dans une 40e année d'enfermement, nous viendrons le 6 avril prochain, une 14e fois, devant la prison pour exiger sa libération et crier haut et fort :

**Georges Abdallah, tes camarades sont là !**

Départ de Paris : écrire à campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com

Départ de Marseille : appel de l'ANC et aussi : <https://www.cotizup.com/buspourgeorges>

contact : 07 68 50 21 65 georgesabdallahpaca@laposte.net

Départ de Toulouse : site de Palestine Vaincre

Départ de Bordeaux : contact 06 82 97 47 90, [liberonsgeorges33@riseup.net](mailto:liberonsgeorges33@riseup.net)

Départ de Grenoble le 5 avril : pour s'inscrire écrire à [luttesgeorges@riseup.net](mailto:luttesgeorges@riseup.net)

## Décolonisons l'école !

En France dans les manuels scolaires d'histoire, il est encore question du rôle positif de la colonisation  
L'enseignement de l'histoire de la colonisation française est orage d'une grille de pensée. Et sous la pression de la droite et de l'extrême droite, l'écriture du passé impérial de la France pourrait encore plus s'éduquer. L'enseignement de la colonisation française à l'école reste encore problématique. Il comporte une charge idéologique qui travestit parfois les faits ou les occulte.  
En témoigne une fiche de révision en histoire, distribuée récemment à des élèves de CM2 d'une école élémentaire, près de Paris, qui attribue à la conquête coloniale française à la fois des conséquences négatives – « appauvrissement des indigènes » et « exploitation des ressources au profit des Européens » – et un effet positif – « construction d'écoles, de routes et de ponts ». Le même document fait écho au concept de « mission civilisatrice », employé dans la propagande coloniale de la IIIe République, en expliquant que la France avait conquis les territoires en Afrique et en Asie au XIXe siècle pour « propager la civilisation européenne » et « diffuser la religion chrétienne ». L'idéologie coloniale justifie aussi l'occupation par des raisons économiques : précieuses dans la fiche de révision (recherche de matières premières et de terres fertiles), qui reconnaît en même temps les pratiques de violence, d'esclavage et de marginalisation des populations colonisées.

Lire l'article complet sur *Middle East Eye - France* : dans les manuels scolaires d'histoire, il est encore question du rôle positif de la colonisation.





# 30 mars, la 48ème Journée de la Terre palestinienne : on oublie pas, on pardonne pas !

## Le 30 mars, c'est d'abord une histoire de lutte

La Journée de la Terre a débuté en 1976 comme une commémoration annuelle du soulèvement massif des Palestiniens de 1948 contre la confiscation par les sionistes de près de 21000 doumams (~2000 hectares) en Galilée. Il s'agit des villes de Sakhnin, Arraba, Deir Hanna et Arab al-Sawaed. Les autorités coloniales avaient déjà confisqué, entre 1948 et 1972, plus d'un million de doumams de terres de villages arabes en Galilée et en Al muthalath. Ce chiffre s'ajoute aux millions de doumams saisis en 1948. C'est l'annonce par le gouvernement sioniste dirigé par Yitzhak Rabin, en 1975, d'un plan de judaïsation de la région de Galilée qui déclenche le début du soulèvement. L'objectif de ce plan était de construire des colonies sur des terres appartenant aux citoyens.nes arabes palestiniens représentant la majorité dans cette région. Au lendemain de cette décision, le comité de défense de la terre, issu de comités locaux, s'est réuni en assemblée générale à Nazareth le 18 octobre 1975. Le comité a discuté des moyens de faire face au processus de confiscation des terres. Il a décidé de déclarer une grève générale et complète d'une journée, le 30 mars 1976. Le 29 mars 1976, les autorités coloniales ont décrété un couvre-feu dans les villages de Sakhnin, Arraba, Deir Hanna, Tur'an, Tamra et Kaboul. Le gouvernement sioniste a déclaré toutes les manifestations illégales. Il a menacé de tirer sur les "instigateur.trices", dans le but d'empêcher la mise en œuvre de la grève. Six Palestiniens furent mortellement abattus par les forces coloniales. En cette 48e Journée de la Terre, nous nous souvenons de :

**Khair Mohammad Salim Yasin, Khatija Qasem Shawahmel, Raja Hussein Abu Rayya, Khaider Eid Mahmoud Khalayleh, Muhsin Hasan Salid Taha, Raafat Ali Al-Zheir**

et des 20 blessés, des centaines d'arrestations à Saknin, à 20 km au nord de Nazareth. Cette journée est devenue un anniversaire national pour le peuple palestinien dans son ensemble, à l'intérieur de la Palestine et en exil, et une journée arabe et internationale de solidarité autochtone, de défense de la terre et de lutte collective contre l'impérialisme et le colonialisme, contre l'extraction des richesses et des ressources de la terre des humains.

## Le 30 mars, c'est la centralité de la terre et sa libération totale de la mer au Jourdain :

Cette journée reflète à quel point la terre est un sujet politique et comment des décennies et des siècles de colonisation ne sont jamais parvenus à séparer le peuple de sa terre, en Palestine et partout où les peuples se soulèvent contre l'accaparement des terres et des richesses. La Journée de la Terre est aussi un symbole de l'actuelle résistance et d'unité populaire malgré des décennies d'oppressions, d'emprisonnements massifs, de tueries et de dépossession. De la Palestine de 1948 colonisée à Jérusalem, de la Cisjordanie à la bande de Gaza en passant par les camps de réfugiés et partout ailleurs dans la diaspora, les Palestiniens.nes commémorent cette journée historique !

## Portrait: Ghassan Kanafani (1936-1972)

« Pour faire la révolution, il ne suffit pas de haïr et de croire au passé. La haine et la foi dans le passé ne sont de bons stimulants que dans la phase de révolte. Si nous souhaitons mener à bien la révolution, nous devons aimer et nous tourner vers l'avenir ». (Ghassan Kanafani)

Ghassan Kanafani était un militant et porte-parole du Front Populaire de Libération de la Palestine qu'il a participé à fonder avec Georges Habache, rédacteur en chef de l'hebdomadaire « Al Hadat », auteur de romans et de nouvelles, dont l'œuvre est profondément enracinée dans la culture arabe palestinienne et révolutionnaire. Il a inspiré une génération entière de son vivant jusqu'à aujourd'hui, par ses actes et ses écrits.

Né à Acre (nord de la Palestine) le 9 juillet 1936, il a vécu à Jaffa jusqu'en mai 1948, quand il a été obligé de partir avec sa famille, d'abord au Liban puis plus tard en Syrie. Il a vécu et travaillé à Damas, puis au Koweït et, à partir de 1960, à Beyrouth.

En juillet 1972, Ghassan et sa jeune nièce Lamis sont assassinés par des agents israéliens dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth. La grande presse occidentale, si prompte à dénoncer à longueur de colonnes les « méthodes violentes » quand ce sont des Palestiniens qui en font usage, n'a consacré que quelques lignes à l'assassinat, à Beyrouth, par un réseau terroriste israélien, de Ghassan Kanafani. Ceci malgré son grand retentissement dans le monde arabe et les quelque 40.000 personnes qui ont suivi ses funérailles à Beyrouth. L'état colonial d'Israël a attendu 2005, soit 32 ans pour reconnaître avoir été le commanditaire de son assassinat.

A lire de l'auteur sur les révoltes de 1936-39 en Palestine : « Thawrat 1936-1939 fi Filastin » dans Chou' un filastimiyah (Affaires Palestiniennes), n° 6, janvier 1972. Disponible sur le site marxists.org.

**“TO LIBERATE  
OUR COUNTRY, TO HAVE  
DIGNITY, TO HAVE RESPECT,  
TO HAVE OUR MERE HUMAN  
RIGHTS, IS SOMETHING AS  
ESSENTIAL AS LIFE.”**



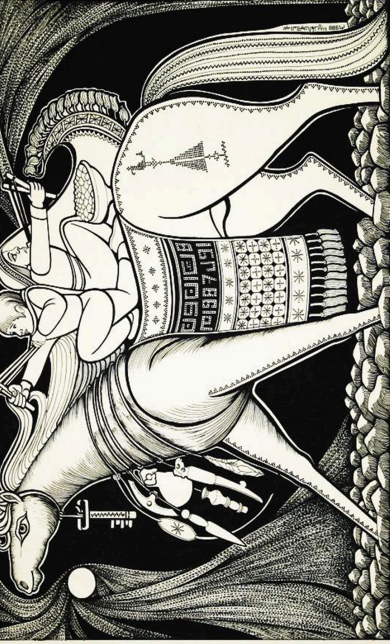
**Extrait : "D'après les statistiques officielles, sur l'ensemble des immigrés juifs qui entrèrent en Palestine entre 1932 et 1936, 1 370 (avec 17 119 personnes à charge) possédaient 1 000 Livres Palestiniennes (LP) au moins et 130 000 étaient officiellement enregistrées comme demandeurs d'emploi ou dépendants économiquement d'autres immigrés. En d'autres termes, l'immigration n'avait pas seulement comme tâche d'assurer la concentration du capital juif européen en Palestine pour dominer le processus d'industrialisation, mais également d'assurer cette tâche avec un prolétariat juif : la politique qui conduisit au slogan : « Le travail aux juifs » eut de graves conséquences en conduisant rapidement à l'émergence de tentances fascistes dans la société coloniale juive. Une autre conséquence fût le développement d'une compétition violente entre les prolétaires arabes palestiniens et juifs et entre les paysans arabes palestiniens, les fermiers et les travailleurs agricoles et leurs concurrents juifs."**



## Origine du slogan "De la mer au Jourdain, Palestine Vaincra"

Depuis le 7 octobre, nous avons vu se mettre en place un contrôle et une répression contre les personnes qui utilisent le slogan: de la mer au Jourdain, Palestine vaincra. Leurs arguments ? "Mais vous voulez la destruction de l'Etat d'Israël et le génocide du peuple juif", "c'est un slogan du Hamas", "c'est une volonté d'exterminer tous les Juifs, de les jeter à la mer!"

Pour nous, qui manifestons depuis des mois, ce slogan a un tout autre sens et s'inscrit dans l'histoire longue de la colonisation de la Palestine. Sa première utilisation remonterait à l'époque des accords d'Oslo en 1993 dans un contexte où l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) est critiquée par le peuple palestinien pour son soutien à la partition de la Palestine, la fameuse solution à deux états. Jusqu'alors, l'OLP plaiderait pour la création d'un état palestinien, de la mer au Jourdain, laïque et démocratique assurant l'égalité des droits à toutes ses citoyennes quelle que soit leur religion ou leur origine. Il s'agit du territoire de la Palestine dite historique situé entre le fleuve Jourdain à l'est et la mer Méditerranée à l'ouest. Depuis la déclaration de Baïrouf en 1917 et encore plus à partir de 1948 lors de la Nakba, les palestiniennes n'ont pu vivre en toute liberté et dignité sur ce territoire où reils ont été chassés de leur terres par les colons et l'armée israélienne. Depuis, le processus coloniale ne s'est jamais arrêté et a pris plusieurs formes: nettoyage ethnique, apartheid, négation des droits les plus fondamentaux, harcèlement, emprisonnement, expulsion et refus du droit au retour, etc. De la mer au Jourdain est finalement rien de plus qu'une protestation légitime contre l'histoire de la fragmentation de la Palestine et l'éparpillement de son peuple, contre le plan de partition de l'ONU de 1947 divisant les territoires en deux états, contre l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem Est et de Gaza à partir de 67, contre les accords d'Oslo en 1993 qui ont fragmenté la Cisjordanie, et contre le mur de séparation au lendemain de la seconde intifada. Ce slogan dit bien autant l'attachement des palestiniennes à leur territoire que le sens de leur projet politique de libération, de justice et de dignité. Ce slogan n'est ainsi pas lié à une organisation en particulier mais à l'histoire de la résistance palestinienne dans son ensemble.



Children of the Intifada - Abdel Rahman Al Muzaini 1987

Mais d'où viennent les mythes autour de ce slogan ? Si on remonte à l'époque des guerres de 47-48, ces idées de "juifs jetés à la mer" ou "l'appel au meurtre des Juifs" sont totalement absentes des documents de propagande destinés au palestinien et au combattant arabe.

Par contre, ces idées se retrouvent dans la propagande des forces sionistes peut-être pour encourager les combattants et autres milices à laisser le moins de résidents palestiniens possibles dans les zones qui devraient devenir l'Etat d'Israël. D'ailleurs, la volonté de transferts des populations palestiniennes est bien présente dans les écrits des dirigeants sionistes et ce depuis la fin du 19e siècle. Alors, s'il y a bel et bien eu des personnes jetées à la mer en 47-48, c'était les palestiniennes expulsées de Jafa, Haifa et d'ailleurs. Aujourd'hui des organisations voire des états assimilent ce slogan à l'expression d'un antisémitisme car il nie "le droit d'Israël à exister". En plus de reprendre l'assimilation honteuse entre antisémitisme et antisémitisme, ces organisations semblent ignorer que la solution à deux états n'est plus réaliste à cause de l'ampleur de la colonisation et des violences systémiques. Alors est-ce que la fondation d'un état où l'égalité des droits entre l'ensemble des composantes de la population entraînerait nécessairement la fin de l'Etat d'Israël tel qu'on le connaît aujourd'hui c'est-à-dire en tant qu'Etat d'apartheid, d'un régime de suprématie juive qui défend depuis le début le nettoyage ethnique des palestiniennes... et bien nous l'espérons et c'est le sens de nos luttes et de notre soutien au peuple palestinien pour qu'une paix juste et durable advienne.

L'Algérie, le Vietnam, l'Afrique du Sud ont vaincu, la Palestine vaincra et sera libre, de la mer au Jourdain !

Source : Chronique dans "Le Média" - "PALESTINE L'....." LE SLOGAN QUI PEUT VOUS FAIRE BANNIR DE TWITTER LET ETRE POURSUIVI EN JUSTICE, par Nafar (Tsafeki), publié le 24 novembre 2023.

## Le 30 mars, une journée de lutte pour le retour des réfugiés :

En 2018, la Journée de la Terre a été l'occasion pour les palestiniennes d'entamer les spectaculaires marches du retour depuis Gaza. Ces manifestations aux « frontières » de Gaza où des barbelés installés par Israël pour empêcher les Palestiniennes de sortir du ghetto dans lequel reils sont enfermés depuis plus de 15 ans. Les Palestiniennes réclamaient que le blocus imposé illégalement à Gaza depuis 11 ans soit levé et que les réfugiés palestiniennes soient autorisés à retourner dans leurs villes et villages. Mais les forces coloniales une fois de plus, ont abattu des Palestiniennes qui défendaient leur terre et réclamaient leur libération. Quarante-deux ans après le massacre de la première Journée de la Terre, les forces d'occupation israélienne ont tué 16 martyres et plus de 200 en tout lors des marches qui ont eu lieu au long des jours et des mois qui ont suivi. Au moins 10 000 autres personnes ont été blessées, dont 1 849 enfants, 424 femmes, 115 secouristes et 115 journalistes.



Sur l'ensemble des personnes blessées, 5 814 ont été touchées par des tirs à balles réelles. Aujourd'hui, les fermiers et les pêcheurs palestiniens de Gaza continuent de défendre leur terre en état de siège et sont confrontés à des attaques quotidiennes en vue de détruire leur économie de résistance.

Sources :  
- Texte traduit de Samidoun sur le site de Charteroi pour la Palestine - Journée de la Terre : Retour et libération pour la Palestine, publiée en mars 2022.  
- Communiqué de la Via Campesina - Journée de la terre en Palestine : Lutte pour la terre, la liberté et la dignité nationale. Publié en mars 2023.

Battle of Galilee 1976



# "Israël assassin, La France complice!"

C'est un slogan dans nos manifés pour rappeler la responsabilité de la France dans le génocide en cours et plus largement dans la colonisation de la Palestine, mais concrètement ça veut dire quoi ?  
Voilà quelques exemples:

**"Guerre à Gaza : la France a fourni en secret des équipements de mitrailleuses à Israël"**  
"La France a autorisé, fin octobre 2023, la livraison à Israël d'au moins 100 000 pièces de cartouches pour des fusils mitrailleurs susceptibles d'être utilisés contre des civils à Gaza. Révélations de Disclosure et Marsactu sur une cargaison exécutée en secret depuis Marseille, et en totale contradiction avec les engagements du gouvernement."  
Voir l'enquête complète en accès libre sur Disclosure - Guerre à Gaza : la France a fourni en secret des équipements de mitrailleuses à Israël

## Des français.es sont engagés.es dans l'armée israélienne qui commet des crimes de guerre

Alors que l'armée israélienne se livre depuis près de 6 mois à un véritable nettoyage ethnique dans la Bande de Gaza, 4 185 Français ou Franco-israéliens sont engagés dans ses rangs.

Lors d'un point de presse organisé le 14 mars, l'un des porte-parole du Quai d'Orsay avait jugé que la question de possibles crimes de guerre commis par des Français était « prospective », et avait botté en touche : « Je vous répondrai au moment venu s'ils commettent ces crimes et que c'est avéré. » Une position contraire au droit international, qui oblige les États à enquêter sur les crimes de guerre qui auraient été commis par leurs ressortissants.

Combien de binationaux combattent effectivement aujourd'hui pour l'armée israélienne ? Impossible à savoir. Un chiffre, « plus de 4 000 », est avancé par plusieurs médias français. Il pourrait être bien plus élevé aujourd'hui. D'une part parce que ce chiffre de 2018 était, déjà à l'époque, une fourchette basse. Ensuite parce qu'à la suite des attaques du 7 octobre, Israël a mobilisé 360 000 réservistes – dont certains peuvent être binationaux.

La question se pose également pour les colons de nationalité française. La colonisation étant un crime de guerre, la France devrait s'interroger sur la responsabilité de ses ressortissants dans ce crime de guerre. La violence des colons contre la population palestinienne est un fait de notoriété publique, s'il s'avère que des Français ont pris part à leurs exactions, il faut qu'ils rendent des comptes.

Signez la Pétition d'urgence Palestine Marseille sur [mesopinions.com](https://www.mesopinions.com) - Stop à l'impunité des français impliqués dans des crimes contre l'humanité

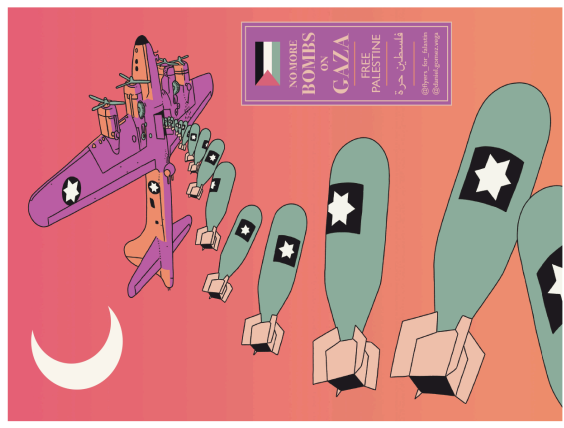
# France - Israël: Rappel historique des relations militaires et sécuritaires:

La relation de la France au régime militaire israélien commence doucement dès 1948.

Puis en 1956 la France devint le 1er fournisseur et collaborateur militaire. Après la guerre contre la nationalisation du canal Suez par l'Égypte, ou l'Angleterre, la France, Israël attaquaient l'Égypte pour l'en empêcher.  
La France, durant cette période fournit à Israël du matériel lourd: tel des chars et des avions de combat Bassait et partagea son savoir faire en matière de recherche et d'industrie militaire. En exemple on peut citer l'aide à la construction d'usines de fabrication de pièces d'avion ainsi que la formation du personnel, mais aussi dans la recherche nucléaire, permettant l'équipement d'usine nucléaire, d'un modèle usine pouvant produire de l'uranium enrichi (laissant le soupçon de permettre l'équipement d'arme atomique).  
Durant cette période de guerre colonial plus d'un million de djounams (100 000 hectares) de terres de villages arabes en Galilée et en AL. mutualith furent exproprié, soutenu matériellement.

En 1967, cette coopération devint plus discrète. De Gaulle annonce un embargo sur l'armement de la France à Israël alors que ce dernier aller reprendre des attaques contre l'Égypte. La France perdit son statut de 1er fournisseur d'armes à Israël laissant la place aux États unis. Cependant l'embargo ne stoppera pas les recherches, ni n'empêchera totalement l'exportation de fournitures militaires, malgré les 3 ans d'embargo. On peut citer une reprise importante des liens des 2 pays en 1995. Quand la France veut se doter de drone, alors qu'Israël a déjà la technologie et est prête à la transmettre. Alors ce met en place une nouvel coopération à long terme avec Israël pour former industrie et recherche, à cette nouvel course de technologie de surveillance.

Depuis le 11 septembre 2001, les doctrines anti-terroriste, d'ennemi intérieur et de guerre urbaine prenent de l'ampleur, permettant à Israël de conclure des partenariats, et d'exporter son "expérience de terrain" en vendant ces équipements "tester en situation" (argument lors de salon d'armement). En France les doctrines de guerre urbaine s'ajoutent à celle déjà présente issu de la guerre d'Algérie.  
Prenant l'exemple de Nicola Sarkozy qui pour "nettoyer" les quartiers et "prévenir" les révoltes urbaines, fit appel au conseil israélien, intensifiant les échanges technologiques, sécuritaires, et de conseil.  
Israël est depuis devenu un partenaire privilégié sur le sujet sécuritaire de l'anti terrorisme en France sur de gros événements (festival de Cannes...) ou plan de surveillance urbain comme à Nice ou dans des quartiers.  
Cet été 2023, Darrmanin a demandé de nouveaux les services d'Israël durant les révoltes des quartiers suite à la mort de Nahel.



Pour l'arrêt de l'armement et des coopération avec Israël : STOP ARMING ISRAEL  
Source : observatoire de l'armement / disclosure

Alors quand 2013 un traité des Nations unies sur le commerce des armes (CA), interdit aux États la vente d'armes s'ils ont " connaissance [...] que ces armes ou ces biens pourraient servir à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité, des violations graves des conventions de Genève de 1949, des attaques dirigées contre des civils ou des biens de caractère civil et protégés comme tels, ou d'autres crimes de guerre )".  
La France depuis 10 ans, a vendu pour 208 millions d'euros de matériel militaire à Israël, dont 25,6 millions en 2022, auxquels s'ajoutent près de 9 millions d'euros d'autorisations d'exportations d'armes de catégorie militaire M4.  
Encore en octobre 2023, la France justifie livraison à Israël d'au moins 100 000 pièces de cartouches pour des fusils mitrailleurs.  
L'voir réponse du ministre Lecornu) pendant l'attaque de Gaza il est urgent de stopper les échanges militaires et diplomatiques.  
La France est second plus gros exportateur d'arme en 2023, elle soutient, exporte l'armement et le matériel dont Israël use depuis sa création pour maintenir sa domination sur le peuple palestinien, et continuant de nommer Israël seule démocratie d'orient après plus de 75 ans de régime de guerre basé sur une économie militaire.  
En continuant les marches d'armement et sécuritaire, faisant d'Israël un partenaire particulier le crédibilisant dans sa politique d'apartheid, tout en ce revendiquant pays "des droits de l'homme". La France du même coup se décrédibilise.  
Israël continue grâce à l'impunité laisser par les pays occidentaux sur les décisions internationale à coloniser et faire vivre l'apartheid, tout en ressant le commerce de ces politiques.